

# LA RESISTANCE DANS LE VAL-D'OISE

## Pontoise

### Jean Anthiaume se souvient

Né à Pontoise, de parents commerçants Jean Anthiaume avait à peine dix-neuf ans, lorsqu'il s'est engagé dans la résistance. Il ne s'agit pas au groupe des jeunes, d'ailleurs, mais par Charbonnier. C'est par l'intermédiaire de François Parrot, fils de cheminot que Jean a fait son incursion dans la résistance « J'étais plutôt à droite, et lui, était communiste. L'ANACR, c'est ça, il y avait des résistants de tous les horizons politiques », déclare Jean Anthiaume qui succéda à René Bouticourt (décédé le 6 novembre 1989) à la tête de l'ANACR : Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance. René Bouticourt avait été un des organisateurs de la résistance à Pontoise.

« André Jacquet était mon chef de groupe. Nous étions une quinzaine d'hommes, ajoute-t-il. « Il n'y avait ni

usines ni industries à Pontoise en dehors des voies ferrées et des routes, le sabotage était donc exclu », raconte Jean Anthiaume.

À l'époque, il travaillait dans une scierie. « Nous récupérions les chers pour les vendre avant le passage de convois allemands ». Jean Anthiaume était associé à François Parrot, dans son action résistante. « Nous allions chercher des tracts chez le capitaine Lamare et nous les récupérions en cauchemars. L'impression, c'était un travail assez long et minutieux. À chaque fois nous procédions en ne faisant qu'une dizaine afin de ne pas avoir de stocks chez nous. La nuit, nous allions les mettre dans les boîtes aux lettres, là où l'on savait qu'il y avait des collaborateurs et nous informions les amis ».

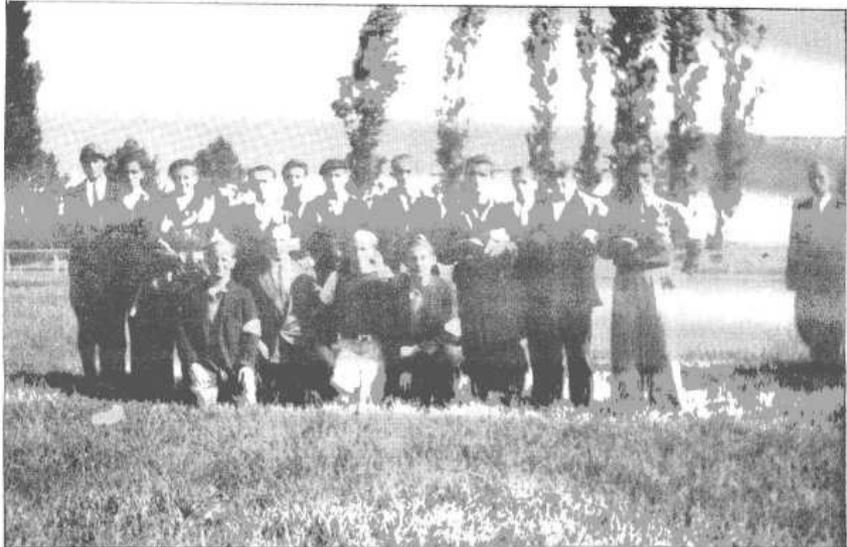
Avant d'être nommé président de l'ANACR Pontoise et sa Région (jusqu'à la

Roche-Guyon), Jean Anthiaume occupait déjà des responsabilités, au bureau

départemental de l'ANACR d'Argenteuil. L'ANACR étudie tous les cas litigieux

d'anciens résistants non reconnus comme tels et vient en aide aux anciens combat-

tants déshérités, qui ont besoin d'une aide ou de l'attribution d'une pension.



Septembre 1944, le groupe de résistants Jaquet



Jean Anthiaume en 1944

## Saint-Ouen-L'Aumône

### Les cuves de l'usine de l'Alcool Levure sautent

À Saint-Ouen-l'Aumône, les usines et industries sont dès cette époque, plus importante qu'à Pontoise.

Le 31 mai 1943, le détachement Marceau commandé par Martial (Louis Walle) mène une audacieuse opération contre un dépôt de carburants l'Alcool levure de Saint-Ouen-l'Aumône. L'opération, qui consiste à faire sauter les réservoirs, entraîne la destruction de 12 millions de litres d'alcool. « Toute la journée du lendemain, une épaisse fumée noire est restée dans le ciel », déclare Mme Paulette Grandgir, habitante du quartier de l'Hermitage, à Pontoise. « Cette opération de

sabotage, c'était bien, mais on ne crânait pas, parce qu'on avait peur que les Allemands prennent des otages, en représailles », ajoute-t-elle.

Marcel Charbonnier, plus connu à l'époque, sous le nom de Max puis de Marc Chevrier, a participé à cette opération, après être entré au cœur de la résistance en 1942, à la suite de la visite d'une amie : Andrée Borel : « Elle m'a fait connaître des officiers anglais parachutés en même temps qu'elle. Nous faisons tandem ensemble. J'ai été appelé à faire plusieurs missions de repérage et de renseignement », se souvient-il. « Pour l'usine

l'Alcool levure, j'ai essayé les explosifs sur le rideau de ma cheminée afin de voir si c'était au point ». Andrée Borel, seule femme ayant participé à l'opération, s'est alors rendue à l'usine avec quatre autres résistants pour déposer les explosifs, entre deux rondes de surveillance de nuit de l'usine. « Toutes les cuves ont sauté ou presque », ajoute Marcel Charbonnier. « Le lendemain, les pêcheurs à l'épuisette récupéraient les poissons le ventre en l'air », plaisante-t-il.

De la résistance, Marcel Charbonnier en a aussi fait, du côté de Gisors : « On re-

cevait des parachutes plein d'armes », il allait également faire du « repérage » en Normandie. Vélo et valise lui permettent de transporter du plastique. Fin juin 1943 Marcel Charbonnier part précipitamment de Pontoise pour la Charente-Parling, un officier anglais vient d'être abattu par les Allemands à Gisors et sa tête est mise à prix. Marcel Charbonnier comprend alors que son « dernier terrain de parachute est grillé ». Il rejoint peu après le réseau français, section spéciale de sabotage et participe au sabotage de voies ferrées, de lignes à haute tension et de diverses usines.

A.F.C.

## Enghien

### Souvenirs d'une résistance de modeste importance

Il y eut, dans la résistance des actes d'héroïsme qui conduisirent certains au sacrifice suprême. D'autre, j'en ai connus, échappèrent par miracle aux épreuves d'une suite d'interrogatoires de plus en plus « musclés ». D'autres encore jouèrent de malchance à la suite de dénonciations imprévisibles. Il y eut aussi des imprudences aux conséquences catastrophiques, tel ce collègue du Ministère qui se déplaçait avec trop de fausses cartes d'identité dans ses poches ; arrêté après avoir échappé parfois de justesse à des poursuites déjà serrées, il périt, fusillé en 1944 au Fort de Monluc à Lyon.

Et puis il y en eut beaucoup d'autres dont les interventions restèrent plus modestes. Telles les miennes. Méritent-elles, après si longtemps d'être ici rapportées ? En doute... mais en-

fin, à titre indicatif, comme on dit.

C'était en 1942, à Vichy où j'appartenais à : selon dit « replié » de l'administration centrale des Finances, comme correspondant des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> bureaux de la Direction de la Comptabilité Publique. Je partageais avec un jeune collègue, une modeste chambre, transformée en bureau au fond d'un couloir obscur d'un palace « Le Carlton ».

Sa fièvre façade s'ouvrait sur les frondaisons du parc des Sources, presque en symétrie avec le fameux Hôtel du Parc où siégeait Pétain.

La zone dite « libre », venait de cesser de l'être en novembre 1942 quand j'adhérais à une organisation de résistance, parmi d'autres : l'A.S. ; l'armée secrète. On ne me demanda guère que de menus services : recevoir, puis transmettre

quelques messages écrits plutôt compromettants.

« Le Carlton » comportait deux escaliers différents et le bureau d'accueil du rez-de-chaussée était tenu par des douaniers alsaciens, habitués à détecter l'accent allemand de certains enquêteurs indiscrets. D'un bus ils téléphonaient pour préciser quel escalier ils prenaient pour monter aux étages...

Un jour, on me demanda d'aller, d'un coup de vélo, jusqu'à quelques dizaines de kilomètres de Vichy recueillir le maximum de renseignements sur une batterie anti-aérienne allemande. A la sortie d'un village perdu, je dressai, en totale discrétion, un croquis sur ces installations. Puis, en prenant un verre au café, je pus recueillir du caféier, avec beaucoup de naturel, toutes les précisions sur le nombre des servants, leurs habitudes

et l'heure de leur relève.

La résistance m'offrit aussi un plaisir mieux affirmé : on nous réunit, à quelques-uns, dans un café proche de l'Hôtel de Ville de Vichy ; on nous fit descendre au sous-sol et l'on sortit d'un paquet de linge bien anodin, une mitrailleuse Sten. Nous en apprîmes le fonctionnement. Nous nous exerçâmes l'un après l'autre au montage et démontage. Déjà nous rêvions d'un parachutage d'armes anglaises.

Ce jour n'arriva jamais.

Par contre quelques temps plus tard, plusieurs de nos camarades furent arrêtés sur le quai de la gare de Vichy.

Quant à moi, convoqué au commissariat de Vichy, lui aussi proche de l'hôtel de ville, un policier français me demanda, non sans courtoisie, de lui apporter les preuves que mes quatre grands-parents n'étaient pas

juifs... Hélas, quatre tois hélas, ils étaient tous défunts depuis bien des dizaines d'années, mais tous quatre, des juifs alsaciens.

J'objectais que je pouvais me rendre en Alsace, annexée par l'Allemagne ; on me donna un délai... Je me rendis à une seconde convocation, les mains vides. D'un ton bien plus sévère on m'accorda un second délai.

L'année 1944 était entamée, l'espoir grandissait... A la 3<sup>e</sup> convocation, avec ma jeune épouse, nous fuyâmes Vichy pour nous cacher dans le grand Paris, nous gardant bien de reprendre contact avec Enghien.

A Paris, cependant, la police, en peu de semaines retrouva ma trace, mais l'aube de débarquement en Normandie allait se lever.

Il me fallut beaucoup de contacts parisiens pour pouvoir reprendre liaison avec

une organisation de résistance. Après trop de cruelles arrestations, la méfiance était devenue chronique. Ce ne furent qu'une cascade de rendez-vous furtifs à bicyclette dans l'attente du grand jour.

J'allai participer à la libération de Paris, mais ceci est une autre histoire. Au lendemain du défilé triomphal, nous enfourchâmes nos vélos vers Enghien pour retrouver des soldats allemands à partir du pont du chemin de fer à Epinay et dans Enghien.

Je ne pus encore ce jour-là, que passer devant notre grande maison familiale, alors occupée par la gestapo française. On me conseilla, avec beaucoup d'insistance de ne pas sonner à ma porte.

Jean-Paul NEU.